

Arrêté n°2025- 696 -A

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la Ville de Montbrison à compter du 16 /10/2025

Demande déposée le 22/09/2025 et complétée le 08/10/2025

Affichage récépissé dépôt de dossier : 30/09/2025

Date de transmission au représentant de l'Etat : 16/10/2025

N° DP 042 147 25 00068 T01

Par :	SAS THEMÉLIO
Demeurant à :	3 Bis Rue Francisque Reymond 42600 MONTBRISON
Représenté par :	Monsieur MAISSE Loïc
Sur un terrain sis à :	15 Rue des Arches 42600 MONTBRISON 147 BK 689
Nature des Travaux :	Transfert de déclaration préalable : dépose sans remplacement des volets, changement des menuiseries (fenêtres et porte) et d'une vitrine sans modification de la dimensions des baies

**Surface de 0 m²
plancher :**

Le Maire,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses Articles L 421-1 et suivants, et R421-1 et suivants,

Vu la déclaration préalable n° DP 042 147 25 00068 accordée le 25/03/2025 à la SCI GESTION OIKOS représentée par Monsieur MAISSE Loïc,

Vu la demande de transfert susvisée en date du 22/09/2025 de la SAS THEMÉLIO représentée par Monsieur MAISSE Loïc, et complétée le 08/10/2025,

ARRETE

ARTICLE 1 : La déclaration préalable n° DP 042 147 25 00068, accordée à la SCI GESTION OIKOS représentée par Monsieur MAISSE Loïc le 25/03/2025, **EST TRANSFEREE** à la SAS THEMÉLIO représentée par Monsieur MAISSE Loïc, pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions mentionnées sur la déclaration préalable d'origine sont maintenues.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger le délai de validité de la déclaration préalable initiale.

ARTICLE 4 : Les taxes afférentes au dossier sont aussi transférées.

Fait à MONTBRISON, le 16/10/2025,
Pour le Maire,
Pierre CONTRINO
Adjoint Délégué



INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.